

## Compte rendu

---

Ouvrage recensé :

KAPLOWITZ, Donna Rich. *Anatomy of a failed embargo. U.S. Sanctions Against Cuba*. Boulder, London, Lynne Rienner Publishers, 1998, 266 p.

par Jacques Fontanel

*Études internationales*, vol. 30, n° 4, 1999, p. 865-867.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704118ar>

DOI: 10.7202/704118ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

de souveraineté supplémentaires en faveur des institutions communautaires ou encore celle d'une intégration à géométrie variable. On le voit, la thèse Martin Saeter est que l'évolution de l'intégration européenne depuis quarante ans redonne *a posteriori* crédit à la théorie néo-fonctionnaliste, sous sa forme révisée telle qu'exposée par E. Haas dans *Beyond the Nation State* en 1964. La thèse est stimulante, encore faut-il toutefois se donner les moyens d'en démontrer la validité. Or la démonstration de l'auteur nous semble pénalisée à triple titre. En premier lieu, la démonstration est précisément un peu courte à plusieurs reprises : par exemple, lorsque l'auteur prédit la validité du concept de « *comprehensive functionalism* » pour l'Europe d'après-Amsterdam (pp. 88-90) ou lorsqu'il estime que le même concept permet d'englober (et donc de dépasser) toutes les autres théories de l'intégration européenne (p. 68), il prie le lecteur de le croire plutôt qu'il ne le lui démontre véritablement. Le deuxième problème, lié au précédent, est le caractère extrêmement théorique du raisonnement tenu tout au long de l'ouvrage. L'auteur explique bien que sa théorie ne peut être validée que par des recherches empiriques (p. 86) mais le « *matériau empirique* » qu'il convoque se borne alors à quelques considérations générales sur la Conférence intergouvernementale de 1996-1997. Enfin, d'une manière générale, on peut se demander si le concept de « *comprehensive functionalism* » qui interprète l'intégration européenne comme un « *processus de transformation dépendant de la convergence et de la redéfinition des intérêts des États membres* » n'est pas un peu trop vague et attrape-tout pour

prétendre incarner le point de départ d'un renouveau de la théorie de l'intégration européenne. Cet ouvrage, quoiqu'intéressant notamment dans ses développements typologiques sur le fédéralisme et le confédéralisme (pp. 65-80) ne réalise donc pas à nos yeux son ambition théorique refondatrice. On peut néanmoins le considérer comme une pièce substantielle à ajouter au débat théorique entre néo-fonctionnalistes et intergouvernementalistes (et qui devrait d'ailleurs susciter en toute logique des réactions critiques de la part de ces derniers).

Franck PETITEVILLE

*Maître de conférences de science politique  
Université de Paris V*

## AMÉRIQUES

### **Anatomy of a failed embargo. U.S. Sanctions Against Cuba.**

*KAPLOWITZ, Donna Rich. Boulder, London, Lynne Rienner Publishers, 1998, 266 p.*

L'embargo imposé par les États-Unis à Cuba constitue un exemple d'école des difficultés considérables qui s'opposent au succès d'une telle action. La plus grande économie du monde cherche depuis près de quarante années à imposer une action politico-économique à l'encontre d'un petit État proche, sans pour autant obtenir, et de loin, les résultats souhaités. Si on mesure la qualité d'une décision par le degré de réussite des objectifs suivis, alors l'action américaine engagée par Dwight D. Eisenhower, et reprise à des degrés divers par tous les Présidents américains jusqu'à Bill Clinton compris, s'avère un échec. D'abord, au lieu d'affaiblir le pouvoir castriste, l'embargo

l'a renforcé, créant même, sur près de quarante ans, une forte culture anti-américaine. Fidel Castro s'est servi de l'attitude du gouvernement américain pour justifier l'impéritie de l'économie nationale. Ensuite, les sanctions économiques ne sont efficaces que si aucune source alternative de commerce se présente, ce qui n'a jamais été le cas pendant la période de course aux armements entre les deux grandes puissances nucléaires assurant le « leadership » des systèmes capitaliste et socialiste antagoniques. Même les alliés n'ont pas toujours été en phase avec l'action américaine, créant ainsi des situations de malaise politique inutiles. Enfin, l'effondrement de l'économie cubaine est une conséquence de ces mesures de rétorsion. En d'autres termes, la vie quotidienne des Cubains est devenue très difficile, alors même que ceux (ou celui, pour l'auteur qui semble, sans doute partiellement à raison, ne voir dans les décisions cubaines que la seule volonté omnisciente et omni-présente de Fidel Castro) qui les ont conduit à cette situation restent toujours en place. Cependant, l'échec n'est pas si complet que de nombreux analystes veulent bien le dire. En effet, l'action contre Cuba a limité les ambitions de l'Amérique latine vers plus d'indépendance à l'égard du système libéral et elle a combattu avec efficacité l'attraction des pays en voie de développement vers le socialisme, même si les États-Unis n'ont pas réussi, jusqu'à la disparition de celui-ci, à réduire les liens étroits entre l'URSS et Cuba. L'embargo avait une valeur symbolique, marquant ainsi la répudiation américaine et, si possible, internationale, des pratiques et idéologies remettant en cause la puissance économique, militaire et même philosophique du système libéral. Il n'en reste

pas moins que le cœur même de la cible n'a pas été atteint. On peut même dire qu'il s'agit d'un échec flagrant, remettant en cause l'efficacité de l'embargo comme instrument d'action de politique internationale.

Le livre de Donna Rich Kaplowitz est à ce titre très intéressant. Il met méticuleusement en exergue, de manière chronologique, le déroulement inexorable de l'embargo et de ses conséquences globalement négatives à la fois pour les États-Unis, incapables de se faire respecter devant sa porte, et pour l'île de Cuba, à la fois appauvrie et contrainte à une absence de démocratie. Il déplore surtout que les intérêts américains aient été trop sensibles à l'influence des immigrés cubains, sans doute pour des raisons électorales. Donna Rich Kaplowitz distingue cinq périodes importantes de l'embargo cubain :

– De 1960 à 1962, les États-Unis décident de sanctionner l'économie de Cuba, du fait principalement des procédures de nationalisation, des propositions trop faibles des indemnités et de la conduite jugée « inamicale » de Castro dans ses relations avec l'URSS, l'ennemi de la guerre froide. La crainte d'un « kyste » socialiste situé face aux côtes américaines a conduit les États-Unis à réagir vigoureusement, mais sans doute aussi très maladroitement, à l'action « révolutionnaire » de Castro, par des mesures de rétorsion sans doute inappropriées eu égard aux dangers réels.

– De 1962 à 1970, les États-Unis combattent les « trous » de l'embargo (qui limitent considérablement son efficacité) et étendent les sanctions à l'ensemble des pays à économie de marché. Après l'expulsion de Cuba

de l'Organisation des États Américains (Organization of American States, ou OAS) en 1962, les importations et les exportations de marchandises et de capitaux entre les deux pays furent mises hors-la-loi dès 1964, suivi en cela par l'OAS.

– De 1971 à 1980, le gouvernement américain accepte progressivement de desserrer l'embargo, comme une tentative encore fragile de réconciliation. Il accepte notamment, sans réagir par des mesures de rétorsion, la levée de l'embargo de l'OAS et l'acceptation du commerce des filiales américaines du tiers monde avec Cuba. En 1977, le président Carter leva même certaines restrictions de voyage en faveur des touristes américains.

– De 1981 à 1989, l'embargo bilatéral est systématiquement et progressivement renforcé. Ce refroidissement des relations bilatérales fut engagé dès son arrivée au pouvoir par Ronald Reagan, et à la fin de l'ère Bush l'embargo était aussi fort qu'en 1970.

– Enfin, de 1989 à 1996, à l'effort américain de globalisation de l'embargo s'oppose, dans les milieux internationaux, un sentiment de plus en plus répandu de rejet de ces mesures contre l'économie cubaine. L'Organisation des Nations Unies va même jusqu'à condamner cet embargo en 1992 et les fameuses lois *Cuban Democracy Act* et *Helms-Burton Bill*, qui fondent l'action de « guerre économique » contre Cuba sont fortement contestées par la communauté internationale et même nationale (notamment par les entreprises).

L'ouvrage de Donna Rich Kaplowitz est complet, facile à lire, rigoureux sur les dates et l'enchaînement des

événements. Il constitue un passage obligé pour comprendre les évolutions des rapports conflictuels entre Cuba et les États-Unis. Certes, on peut lui reprocher de ne pas avoir présenté d'analyses économiques et sociales pour mettre clairement en évidence l'incidence réelle du seul embargo américain sur l'économie cubaine ; en se limitant à présenter les chiffres bruts et à insister sur les seules relations entre les deux États, le livre donne l'impression que tous les malheurs de Cuba proviennent de cette même et seule cause. Cependant, cette critique n'affecte pas l'intérêt d'un livre passionnant, dont la lecture sera chaudement recommandée à tous ceux qui s'intéressent aux causes et conséquences des embargos, et plus généralement aux sanctions économiques.

Jacques FONTANEL

Faculté de droit  
Université de Grenoble, France

## MOYEN-ORIENT

### L'Occident imaginaire, la vision de l'Autre dans la conscience politique arabe.

EL-HUSSEINI, Nassib Samir. *Québec, Presses de l'Université du Québec, Coll. «L'âge de la démocratie», 1998, 240 p.*

Dès les premières lignes de son ouvrage, Nassib Samir El-Husseini nous emmène dans sa quête de l'Occident tel qu'il est perçu dans la conscience politique arabe. Cet Occident qu'il désigne dans son étude comme son fil d'Ariane, il ne commencera à le dérouler qu'après avoir pris le soin de nous exposer ses points de repères dans ce labyrinthe qu'est la conscience collective. Dans une démonstration plus que pertinente, l'auteur nous expose en